

EDITO

Agriculteurs, encore un effort pour nourrir le monde

La flambée des prix agricoles de 2007-2008 avait occasionné des émeutes de la faim dans une quarantaine de pays. Pire, on s'était rapproché du seuil de 1 milliard d'êtres humains souffrant de la faim. Huit ans après, la situation s'est améliorée, selon le dernier Rapport de la FAO. La faim touche désormais moins de 800 millions de personnes dans le monde.

Chaque année, la FAO publie un état de lieux de l'insécurité alimentaire dans le monde, ce qui lui permet dans le même temps de voir si les objectifs qu'elle se fixe en ce domaine sont ou non atteints. Cela est d'autant plus important que chacun a en mémoire les effets dévastateurs de la crise alimentaire de 2008, combinaison d'une diminution de l'offre mondiale des céréales, et, surtout, de la flambée des prix. Une quarantaine de pays, on s'en souvient, avait connu des "émeutes de la faim", essentiellement localisées dans les zones urbaines d'Afrique subsaharienne et d'Amérique du Sud. Ces émeutes contribuent à redonner une certaine actualité à la thèse malthusienne, selon laquelle les disponibilités alimentaires évoluaient moins rapidement que la pression démographique mondiale. Il faut de plus rappeler que, au tout début de la décennie 1990, c'est plus de un milliard d'êtres humains qui était touché par la sous-alimentation, soit 18,6 % de la population mondiale. Les pays en développement payèrent un lourd tribut à ce sinistre tableau, Afrique sub-saharienne en tout premier lieu. 991 millions de personnes souffrant de la faim étaient en effet localisées dans ces régions.

Le nombre de sous-alimentés avait pourtant diminué dix ans plus tard, avant de remonter autour de 943 millions juste avant la crise alimentaire de 2008. Sur la période 2014-2016, le monde est passé en dessous du seuil des 800 millions, se fixant exactement à 794,6, soit 11 % de la population mondiale. Si les pays en développement demeurent les plus touchés (780 millions), ce sont pourtant eux qui bénéficient le plus, et heureusement, des dispositifs de lutte contre la faim, Asie et Amérique Latine en tête. Par rapport à la période 1990-1992, ce ne sont donc pas moins de 216 millions d'êtres humains qui sont sortis de ce statut précaire. Selon l'institution de Rome, cette diminution aurait pu être plus ample, si le ralentissement de la croissance économique ne s'était pas pro-

duit, et si l'instabilité politique qui caractérise certains pays en développement avait été moins prégnante.

Fait remarquable, le Brésil a été retiré de la liste des pays touchés par la prévalence de la sous-alimentation. Comment expliquer cette progression? Une croissance économique moyenne suffisamment élevée constitue un facteur déterminant pour endiguer la sous-alimentation. Du fait des emplois qu'elle procure et des revenus que les populations en retirent, la croissance permet d'accomplir de réels progrès pour enclencher une dynamique économique et sociale vertueuse, facilitant ainsi l'accès aux produits alimentaires de base selon un rythme régulier. Il existe certes des contre-exemples, comme en Tanzanie, pays dans lequel le lien de cause à effet entre croissance et amélioration de la sécurité alimentaire ne s'est pas concrétisé. Les politiques sociales pratiquées par les gouvernements constituent également un levier pour les populations.

Dans le registre des facteurs explicatifs, la FAO consacre un long développement à l'impact de l'agriculture familiale sur la sécurité alimentaire, soulignant au passage que près de 80 % de la production agricole mondiale proviennent de ce type de structure. Les gains de productivité retirés de l'organisation de la production, associés des politiques agricoles adaptées, forment également des conditions propices au redressement des productions et, par voie de conséquence, à l'amélioration de la sécurité alimentaire des pays en développement, si toutefois le paramètre climatique ne perturbe pas l'activité des paysans. L'enseignement fondamental que l'on retire de la lecture de ce Rapport annuel a trait à l'importance décisive de l'exploitation familiale et de la politique agricole. Une invitation à dresser un bilan sans complaisance des politiques d'ajustement structurel qui furent infligées à l'époque par les institutions internationales.

Contact : Thierry POUCH

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V

75008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

Fax : 01 53 57 10 05

Email :

accueil@apca.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Établissement public

Siret 180070047 00014

www.chambres-agriculture.fr

**Avec la participation
financière du CasDAR**

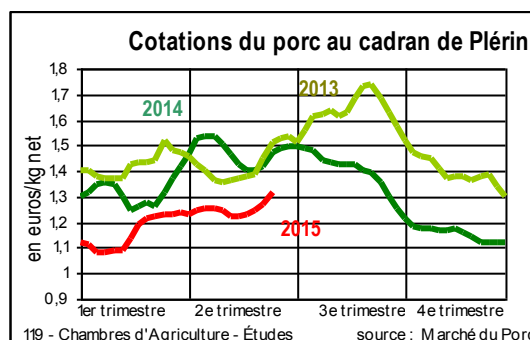


LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORÊT

Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

Le porc encore et toujours



En dépit d'une amélioration depuis le début de l'année, le cours du porc reste encore en dessous de celui de l'année 2014 à la même période. C'est 14 % de moins que l'an dernier. Dans le même temps, le coût de l'aliment, qui se situe aux alentours de 240€/tonne, pose un sérieux problème de trésorerie aux éleveurs porcins. Dégradation des comptabilités qui se trouve amplifiée par le dynamisme des importations de viande pour la transformation. En France, l'Ouest agricole souffre...

« L'amour est dans le pré », saison 10

Depuis 10 ans, l'émission « L'amour est dans le pré » met au-devant la scène télévisuelle française des agriculteurs et des agricultrices en quête d'une âme sœur. La saison 10 qui vient de commencer en ce mois de juin crée le buzz : un agriculteur homosexuel est dans le casting de l'émission... Ce buzz est un petit non-événement car les agriculteurs ne sont pas plus ou pas moins conservateurs que les autres citoyens français sur des questionnements clivants comme celui de l'homosexualité.

Nous faisons annuellement un point sur cette émission. C'est moins l'émission, en tant que telle le portait qu'elle dresse du monde agricole, notamment sous l'angle sociologique qui mérite un commentaire. « L'amour est dans le pré » est une émission assez populaire diffusée par la chaîne de télévision M6 depuis dix ans. C'est une émission de télé-réalité saisonnière : tous les ans, elle apparaît sur les écrans (de ceux qui veulent bien la regarder) pendant quelques mois en janvier et juin, avec des candidats différents chaque fois. Le *pitch* : des agriculteurs et agricultrices célibataires cherchent l'âme sœur ; des prétendants et prétendantes les rencontrent dans des dispositifs qui doivent permettre aux uns et aux autres de juger leurs affinités (examen des lettres de motivation des candidats, moments de sociabilité, de vie en commun,...) ; à la fin de ce cycle d'épreuves, de parcours dans la carte du tendre, des couples se forment (ou pas) durablement (ou non)... Il n'est pas besoin d'être un sociologue expert pour se rendre compte que l'existence même de cette émission traduit la grande popularité des agriculteurs et des agricultrices dans la société française au point que le premier épisode de la saison 10, diffusé le lundi 07 juin 2015 aura obtenu 22% de part d'audience (ce qui représente à peu près 5 millions de téléspectateurs). Le *buzz* : la saison 10 fait événement car pour la première fois, un agriculteur homosexuel a été invité à participer à l'émission (Guillaume, 31 ans, éleveur de brebis en Auvergne).

Un casting peu représentatif de la population agricole

Les éleveurs sont très nombreux dans l'émission de M6 : sur les 14 candidats de la saison 10, on compte 9 éleveurs (vaches allaitantes, vaches laitières, ovins/caprins, porcins) contre 5 agriculteurs spécialisées en productions végétales (arboriculture, céréaliculture, viticulture). Cela ne correspond pas à la structure de la population active agricole française (mais cette émission n'a pas d'ambition de représentativité) où les éleveurs sont à parité avec les producteurs de végétaux (en tout cas, à peine plus nombreux). Cela ne représente pas non plus la répartition du célibat dans l'agriculture qui est certes plus fréquent parmi les éleveurs mais pas dans ces proportions : ainsi en 2000, on comptait 25 % d'hommes célibataires dans l'élevage de bovins viande contre 18,3 % en COP. En revanche, ce qui est juste, c'est la faible présence des agricultrices dans le casting des émissions car il est vrai qu'elles sont moins concernées par le célibat (10 % d'entre elles) que les hommes. Sur ce sujet, on peut lire : Christophe Giraud, « Le célibat des agriculteurs : unité et diversité », *Déméter* 2013

Le monde agricole évolue (change) au rythme de la société française... avec un peu d'inertie

Comment interpréter ce petit événement télévisuel ? On se souvient que l'extension du mariage aux couples homosexuels votée par l'Assemblée Nationale en 2013 avait provoqué pas mal de remous dans la société française dont l'acmé a été les très grandes manifestations d'opposants qui se sont déroulées un peu partout en France. Pourtant si la question du mariage des couples homosexuels divise la société française, globalement, les Français perçoivent l'homosexualité comme une manière de vivre sa sexualité comme une autre. Et sur ce plan, majoritairement, les agriculteurs partagent aussi cette opinion. C'est ce qui ressort d'un sondage (assez ancien désormais) réalisé par le CEVIPOF et le Ministère de l'Intérieur en 2007 (tableau 1).

Tableau 1

<i>Éléments du particularisme agricole (2007)</i>		
<i>% d'approbation des opinions suivantes</i>	<i>Agriculteurs</i>	<i>Ensemble des Français</i>
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le souhaitent	77	59
L'homosexualité est une façon comme une autre de vivre sa sexualité	64	77
Il y a trop d'immigrés en France	63	54
On se sent en sécurité nulle part	42	41
Il faudrait rétablir la peine de mort	38	40
<i>Source : Panel électoral français - CEVIPOF - Ministère de l'Intérieur 2007</i>		
<i>In : Bertrand Hervieu, François Purseigle (2012) : "Une force politique isolée : les modes agricoles", Fondation Jean-Jaurès, note 121</i>		

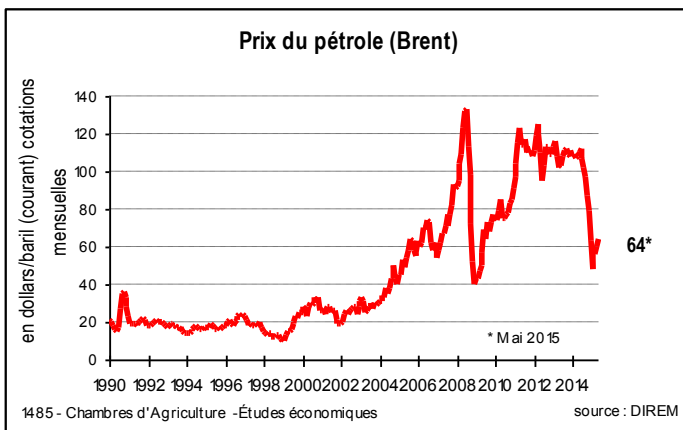
Dans le fond, la participation d'un agriculteur homosexuel à l'émission « L'amour est dans le pré » n'a rien d'exceptionnel ; elle met en évidence (télévisuelle) que les agriculteurs sont à peine moins favorables que les autres Français à une normalisation sociale de l'homosexualité. Ce que nous dit ce petit événement médiatique, c'est que justement, c'est un non-événement : le monde agricole change au même rythme que la société française et l'homosexualité y est perçue sans plus de défiance qu'ailleurs... In fine, le conservatisme du monde agricole devient de plus en plus une représentation, un présupposé qui ne correspond plus totalement aux faits, en tout cas, sur la question des modes de vie et d'une certaine liberté des mœurs.

Contact : Didier CARAES

Chaos géopolitique au Moyen-Orient, reconquête pétrolière américaine

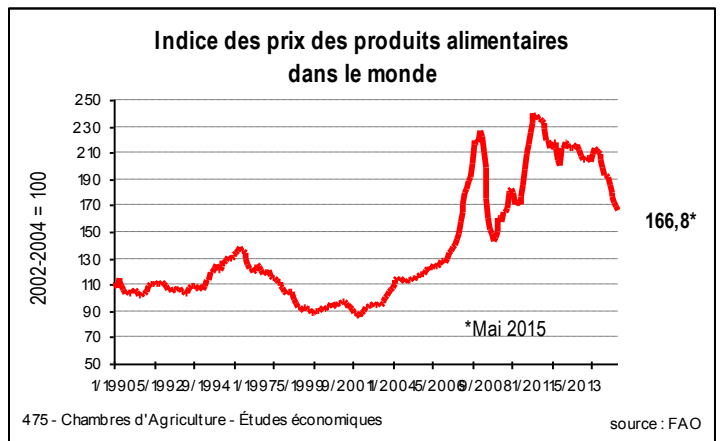
Il est en train de se passer quelque chose sur la planète énergétique. Alors que certains producteurs comme la Libye, l'Irak, sont englués dans un chaos géopolitique inextricable, du moins pour encore quelque mois, les États-Unis se sont hissés au rang de premier producteur mondial de pétrole en 2014, surclassant même la puissante Arabie Saoudite. Selon les dernières statistiques de production publiées par BP, les États-Unis ont produit en 2014 11,64 millions de barils par jour, distançant de peu Riyad avec 11,51 millions, le troisième étant la Russie. Il faut y voir le fruit d'investissements massifs dans le pétrole et le gaz de schiste. Ce bouleversement énergétique constitue un indicateur sérieux de la stratégie américaine de centrer sa puissance davantage sur les aspects économiques, y compris donc l'énergie, plutôt que sur le militaire. Le Président Obama a sans doute pris la mesure du fait que son pays ne pourra éternellement jouer les gendarmes du monde, se tournant par voie de conséquence vers le *soft power*. Il faut remonter au milieu de la décennie 1970 pour retrouver une telle position sur l'échiquier pétrolier mondial.

On sait que l'une des répercussions du retour des États-Unis sur le marché du pétrole fut la brusque et ample diminution du prix du baril à partir de l'été 2014. Le décrochage s'était fixé entre juin 2014 et juin 2015 à -60 %. On assiste toutefois à une légère remontée du prix du baril depuis quelques semaines, aux alentours de 65 \$ le baril. Une autre dimension pourrait avoir des conséquences encore incalculables. Dans la mesure où les États-Unis accèdent au rang de premier producteur mondial de pétrole, ils devraient desserrer leur contrainte d'approvisionnement en barils, en provenance notamment du Moyen-Orient. Depuis 2010, leurs importations de pétrole ont d'ailleurs déjà commencé à refluer d'environ -20 %. Qu'en sera-t-il alors des recettes tirées des exportations pétrolières par les producteurs de l'OPEP, Arabie Saoudite en tête? La combinaison d'un prix durablement bas, inférieur à 100 \$, et d'une contraction d'un des principaux débouchés de Riyad, exposerait le royaume saoudien à des tensions sociales internes dont on évalue mal les retombées géopolitiques. Avec le pétrole, économie et géopolitique n'ont jamais été aussi imbriquées.



Les prix alimentaires mondiaux encore en baisse

Le dernier pointage effectué par la FAO sur l'évolution des prix alimentaires indique un nouveau recul. L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est en effet fixé à 166,8 points en mai, contre 169,2 en avril et 171,5 en mars 2015. Il s'agit de l'indice le plus faible depuis septembre 2009. Ce sont les produits céréaliers, laitiers, et dans une moindre mesure les viandes, qui ont amplifié le recul de l'indice global des prix alimentaires. Il faut dire que depuis l'an dernier, l'offre mondiale de produits agricoles est très abondante, qu'elle devrait encore l'être cette année, au point de susciter des anticipations du côté des opérateurs, et que, dans certaines régions du monde, la croissance économique se tasse - notamment en Chine et dans les pays émergents d'Amérique Latine - occasionnant un repli de la demande de produits alimentaires. Seuls le sucre et les huiles ont enregistré une progression depuis mars. Il semble que la tendance baissière engagée depuis la fin de l'année 2001 se confirme, laissant une fois de plus ouverte la question de savoir si elle sera durable. Autrement dit, si les économies sont à la veille d'un nouvel effondrement des prix des produits agricoles et alimentaires, à l'instar de ce qui s'est passé en 2009. Si c'est une bonne nouvelle pour les utilisateurs de ces produits, les producteurs ont de sérieux motifs de s'inquiéter, surtout lorsque l'on sait que parmi eux figurent des émergents qui avaient jusque là fondé leur croissance sur les produits agricoles et alimentaires.



Embargo russe : suite et pas fin?

Au seuil du premier anniversaire de l'embargo russe, il semblait opportun de s'interroger sur sa longévité. Institué en août 2014 en réponse aux sanctions financières imposées par les pays occidentaux, l'embargo russe a eu des répercussions notamment chez les producteurs et exportateurs de produits agricoles et alimentaires de l'UE. Cet embargo va-t-il être supprimé ou bien prolongé? Malgré l'accord trouvé il y a quelques mois sur l'Ukraine entre la Russie, la France et l'Allemagne, la situation en Ukraine est sous étroite surveillance. De nouvelles sanctions sont même envisagées par les occidentaux. Le Premier Ministre russe, Dimitri Medvedev a de ce fait, laissé entendre, il y a quelques jours, que l'embargo pourrait être prorogé au-delà de 2015, c'est-à-dire aux alentours de 2018-2020. Pendant ce temps, l'approvisionnement du marché russe s'effectue via la Turquie, la Colombie, le Brésil, le Chili... Exportateurs européens, préparez-vous à prospecter d'autres marchés que celui de la Russie.

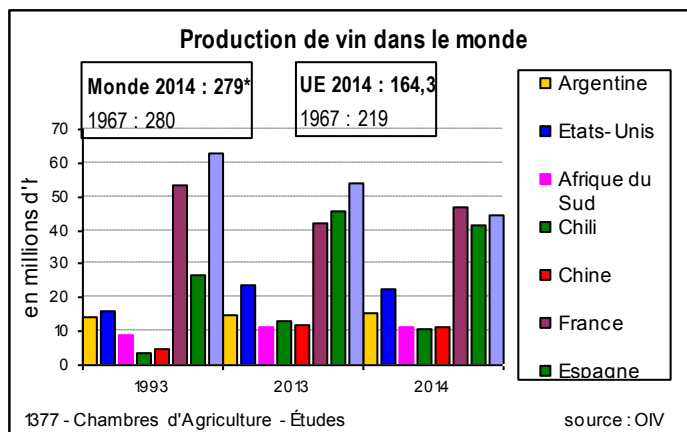
Contact : Thierry POUCH

Baisse de 4 % de la production mondiale de vin en 2014

La production mondiale de vin estimée à 279 millions d'hectolitres en 2014, soit une baisse de 12 millions d'hectolitres par rapport à la très importante production de 2013 qui était de 291 millions d'hectolitres. Elle retrouve ainsi son niveau de 2005, d'après les derniers chiffres de l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV) présentés lors de la conférence de presse du 27 avril 2015 à Paris.

Cette production s'explique par une légère croissance du vignoble mondial en 2014, soit + 8 000 hectares par rapport à 2013 pour atteindre au total 7,6 millions d'ha. C'est essentiellement en Chine et en Amérique du Sud que les vignobles continuent de croître. En superficie viticole, l'Espagne se situe en tête avec plus d'un million d'hectares (1,021 million) devant la Chine (799 000), la France (792 000), l'Italie (690 000), la Turquie (502 000) et les Etats-Unis (425 000). La France redevient le premier producteur mondial de vin en 2014 avec 46,7 millions d'hectolitres, soit une hausse de 11 % par rapport à 2013. La production néo-zélandaise enregistre un nouveau record en atteignant 3,2 millions d'hl en 2014 au-delà du précédent en 2013 (de 2,5 millions d'hl).

En 2014 par rapport à 2013, la valeur des exportations se



maintient à 26 milliards d'euros (-0,8 %) mais le volume des exportations a augmenté de 2,5 % totalisant 104 millions d'hl. La part des exportations de bouteille est toujours majoritaire mais la part des vins exportés en vrac poursuit sa hausse. La France reste le premier exportateur en valeur (7,7 milliards d'€) mais seulement le 3^{ème} exportateur en volume (14,4 millions d'hl), derrière l'Italie et l'Espagne. De plus, les exportations françaises sont en baisse en valeur (-1,3 %) et en volume (-1,1 %) entre 2013 et 2014. Les premiers pays importateurs sont les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume Uni, en volume et en valeur. La consommation mondiale de vin 2014 évaluée à 240 millions d'hectolitres a légèrement baissé de 2,4 millions d'hl par rapport à 2013. Ceci est notamment lié à la baisse de la consommation dans les pays de l'Union européenne : les premiers consommateurs (France, Italie, Allemagne) voient leur consommation diminuer progressivement. Hors Europe, la consommation des Etats-Unis se maintient mais la consommation chinoise poursuit sa baisse (-11 % entre 2012 et 2014), du fait notamment de la politique anticorruption menée dans le pays.

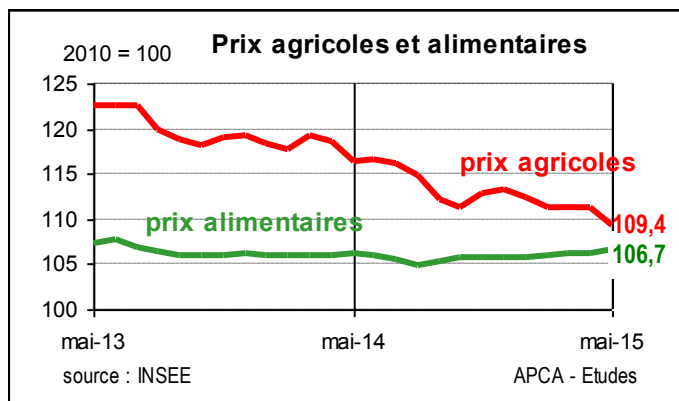
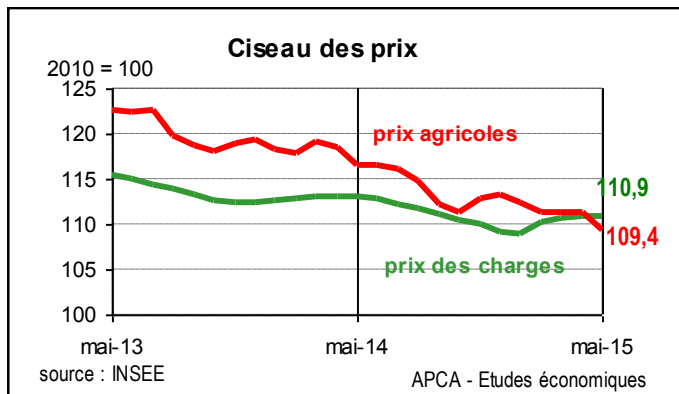
Pour en savoir plus :

Point de conjoncture d'avril 2015 sur le site de l'OIV :

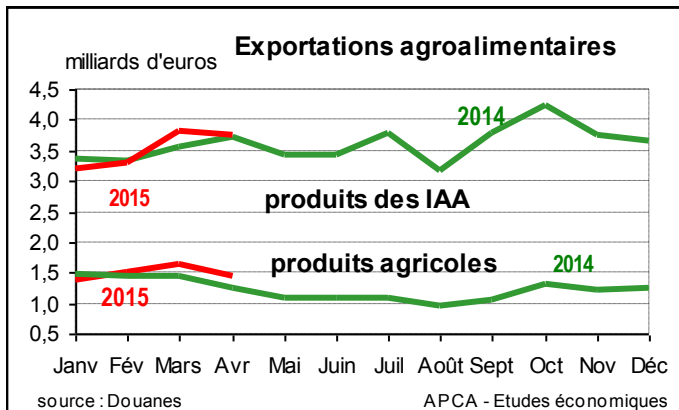
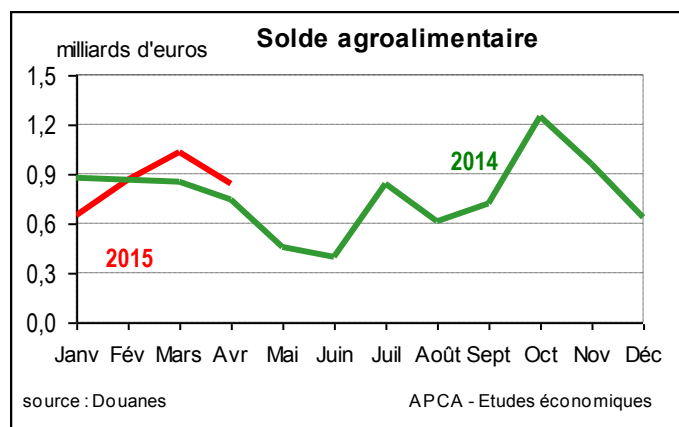
<http://www.oiv.int/oiv/info/>

[fr_conjoncture_viticole_mondiale_OIV_avril_2015](#)

Contacts : Claire-Isabelle ROUSSEAU et Chantal ROVELLI



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,5	0,4	- 0,5
Prix agricoles	- 1,7	- 6,1	- 10,8
Prix des charges	0,1	- 1,9	- 4,0
Inflation	0,2	0,3	1,0



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En avril	Cumul annuel
2015	0,846	3,379
2014	0,744	3,331